

par Youri Chassin | Mars 2012

Depuis 2009, l'IEDM publie annuellement un *Point sur la dette du gouvernement québécois* au moment du dépôt du budget. Poursuivant la tradition, ce *Point* explique notamment pourquoi la dette du secteur public augmente d'un montant supérieur au déficit.

Le Budget 2012-2013 du gouvernement du Québec établit que la dette du secteur public s'élève à 248,6 milliards de dollars<sup>1</sup>. Par rapport à l'année dernière, il s'agit d'une augmentation de 13,7 milliards de dollars. Ce montant est de loin supérieur au déficit budgétaire officiel de 3,3 milliards de dollars.

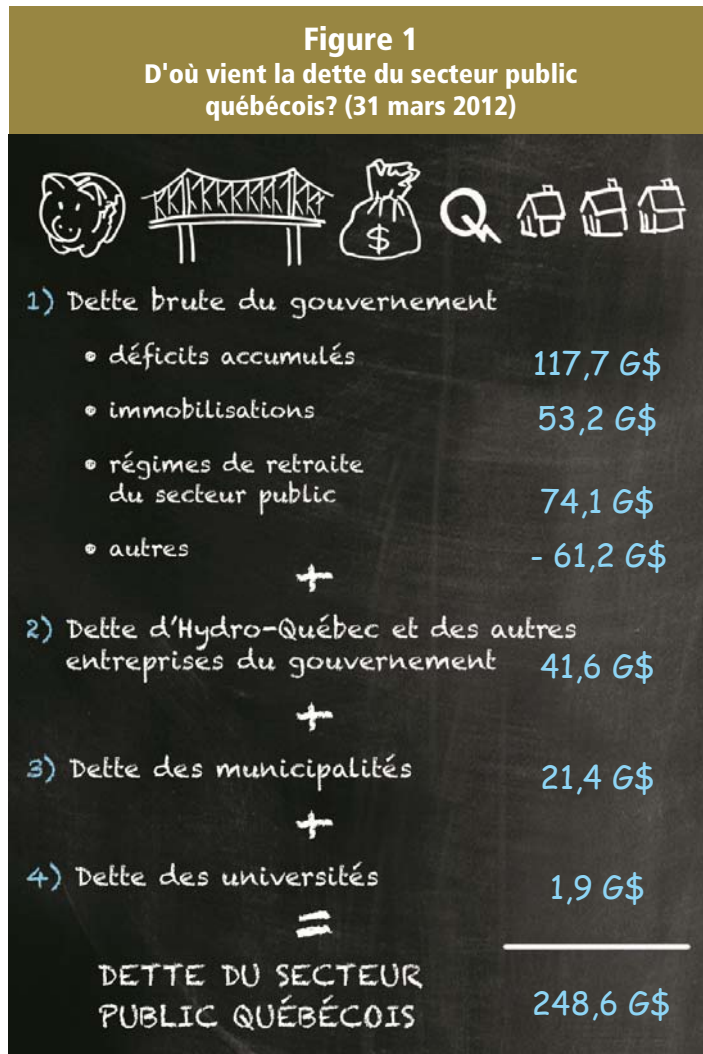
Même si l'Assemblée nationale a adopté la *Loi sur l'équilibre budgétaire* en 1996, pour atteindre le fameux « déficit zéro », la dette du secteur public québécois a toujours continué de croître. Cette observation est vraie tant pour les années où le gouvernement enregistrait un déficit, comme actuellement, que pour celles où le budget était officiellement équilibré, soit de 1998-1999 à 2008-2009.

Pour comprendre ce paradoxe apparent, il faut bien saisir que ce qu'on nomme la dette du secteur public est une mesure d'endettement qui prend en compte la dette brute du gouvernement ainsi que les dettes d'Hydro-Québec, des municipalités, des universités et des autres entreprises du gouvernement. La Figure 1 illustre ces différentes sources d'endettement. Cette mesure exhaustive englobe toutes les obligations financières à long terme dont le gouvernement du Québec est responsable.

### La croissance de la dette du secteur public

La dette du secteur public augmente dès qu'une entité publique emprunte. Sur les 13,7 milliards de dollars d'augmentation de la dette du secteur public, c'est la dette brute du gouvernement lui-même qui représente toutefois la majeure partie de l'accroissement de cette dette (75 %), suivie de la dette d'Hydro-Québec (18 %) et de celles des municipalités (7 %)<sup>2</sup>.

La dette brute du gouvernement elle-même ne se résume pas aux déficits budgétaires. Au contraire, le déficit de 3,3 milliards de dollars pour 2011-2012 n'explique que 32 % de sa croissance. Dans les faits, ce sont les immobilisations (routes, immeubles,



Source : Ministère des Finances du Québec, *Plan budgétaire 2012-2013*, mars 2012, p. D. 19. Le terme « autres » représente un ajustement dû aux composantes considérées dans la dette brute et correspond à la différence entre les actifs financiers et le passif au titre des régimes de retraite.

etc.) qui représentent le premier facteur de croissance de la dette brute. À elles seules, les immobilisations expliquent 56 % de la croissance de la dette brute, soit davantage que le déficit budgétaire. Enfin, d'autres facteurs s'ajoutent à l'équation,

1. Ministère des Finances du Québec, *Plan budgétaire 2012-2013*, mars 2012, p. D. 19.

2. *Id.*, p. D. 19 et calculs de l'auteur.

comme les prêts accordés par Financement-Québec et la Corporation d'hébergement du Québec, les versements du gouvernement à Hydro-Québec ou à la Société générale de financement, ou encore la variation des comptes à payer et à recevoir.

Pour bien saisir ce qui fait augmenter la dette brute du gouvernement, il faut comprendre que les immobilisations ou les autres composantes de l'endettement ne sont pas comptabilisées dans le budget du gouvernement, mais seulement dans son bilan. Le déficit, lui, se calcule uniquement en prenant en compte les revenus et les dépenses *budgétaires*. Tout ce qui n'est pas inclus dans le budget n'influence donc pas le déficit *budgétaire*. Ainsi, le gouvernement peut atteindre le « déficit zéro » sans pour autant atteindre « l'endettement zéro », comme le montre la Figure 2.

### L'endettement zéro

Le retour à l'équilibre budgétaire prévu pour 2013-2014 ne signifie donc pas que la dette du secteur public québécois cessera d'augmenter. Les dépenses hors budget, telles que les investissements en infrastructures ou les prêts et avances, vont se poursuivre<sup>3</sup>.

En tenant compte de toutes les dépenses et tous les revenus, budgétaires et hors budget, le manque à gagner que le gouvernement aurait dû combler en 2011-2012 pour cesser de s'endetter davantage s'élève à 13,7 milliards de dollars. Cette somme représente l'équivalent d'une réduction de 20 % de ses dépenses budgétaires ou d'une hausse de 21 % de ses recettes pour l'année financière qui vient de s'achever, ce qui est considérable.

Manifestement, le Québec n'est pas encore à la veille de cesser de s'endetter. Non seulement la dette augmente-t-elle année après année, mais elle continuera de croître même lorsque le gouvernement aura atteint l'équilibre budgétaire.

**Figure 2**  
**Évolution de la dette**  
**du secteur public québécois**



Source : Ministère des Finances du Québec (plans budgétaires de 1995-1996 à 2012-2013). Note : des réformes comptables ont été adoptées par le gouvernement du Québec en 1997-1998, 2006-2007 et 2009-2010. Les données de ces périodes doivent être interprétées avec prudence, mais la tendance générale à la hausse de la dette a toujours été maintenue.

3. Les investissements en infrastructures prévus s'élevaient à 9,6 milliards de dollars pour 2011-2012 et à 9,1 milliards de dollars pour 2012-2013. Voir : Ministère des Finances du Québec, *Le point sur la situation économique et financière du Québec*, automne 2011, p. 109.



Youri Chassin est titulaire d'une maîtrise en sciences économiques de l'Université de Montréal. Il a été analyste économique au Conseil du patronat du Québec (CPQ) et économiste au Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations (CIRANO). Il est l'auteur de plusieurs études portant sur les finances publiques, sur l'emploi chez les jeunes, sur les universités et sur la fiscalité. Il s'est joint à l'équipe de l'IEDM en novembre 2010.

L'**Institut économique de Montréal** est un organisme de recherche et d'éducation indépendant, non partisan et sans but lucratif. Par ses publications, ses interventions et ses conférences, l'IEDM alimente les débats sur les politiques publiques au Québec et partout au Canada en proposant des réformes créatrices de richesse et fondées sur des mécanismes de marché. Il n'accepte aucun financement gouvernemental.

[www.iedm.org](http://www.iedm.org)